Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 8 mai 1959, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "complétant l'arrêté royal du 20 août 1952, portant le statut des spécialistes militaires", a donné le 20 mai 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e mei 1959 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanvulling van het koninklijk besluit van 20 augustus 1952, houdende het statuut van de militaire specialisten", heeft de 20e mei 1959 het volgend advies gegeven :

L'article 8 de l'arrêté royal du 20 août 1952 portant le statut des spécialistes militaires dispose :

"Article 8.-

Les spécialistes militaires visés au présent arrêté sont mis à la retraite à la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint l'âge de soixante ans".

Cet article est pris en exécution de l'article 3, B, des lois sur les pensions militaires, coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923 et modifié par la loi du 13 juillet 1934, aux termes duquel le Roi a la faculté de mettre à la pension les militaires subalternes ayant atteint une certaine limite d'âge.

Aucune disposition de l'arrêté royal du 20 août 1952 n'a trait à l'exécution de l'article 2 des lois sur les pensions militaires, qui concerne le droit à la pension militaire.

Dans l'arrêté du Régent du 30 août 1948 fixant le statut des spécialistes militaires, abrogé par le nouveau statut du 20 août 1952, il existait cependant à ce sujet une disposition rédigée comme suit :

.../...

"Article 8.-

Les spécialistes militaires sont admis au bénéfice de la pension de retraite à l'âge de 56 ans, soit par application des dispositions de l'article 2, 3°, a, soit, le cas échéant, par application de l'article 2, 4°, des lois coordonnées sur les pensions militaires".

De son côté, l'arrêté royal du 14 juillet 1951 déterminant les grades auxquels sont assimilés, pour le règlement de leur pension militaire, les musiciens militaires du premier régiment des guides, ainsi que les ouvriers et artisans militaires, fixe les catégories de militaires qui peuvent bénéficier de l'article 2, A, 3°, b, des lois sur les pensions militaires ainsi que les grades auxquels ils peuvent être assimilés pour leur pension.

Les spécialistes militaires ne sont pas compris dans les catégories énumérées à l'article 1er de cet arrêté, sauf ceux qu'il dénomme "les spécialistes de l'ancien régime"; il en résulte que l'article 2, A, 3°, b, des lois sur les pensions militaires ne leur est pas applicable.

Cet arrêté du 14 juillet 1951 a, toutefois, pris à leur égard la disposition suivante :

.../...

"Article 9.-

Le présent arrêté ne s'applique pas aux spécialistes militaires recrutés en application de l'arrêté du Régent du 30 août 1948 et n'ayant pas appartenu à un cadre de spécialistes de l'ancien régime.

Ils sont mis à la pension d'ancienneté à l'âge de 56 ans, soit par application de l'article 2, A, 3°, a, soit par application de l'article 2, A, 4°, des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Quel que soit le nombre d'années de service, ils ne peuvent recevoir une pension inférieure à celle correspondant au grade dont ils sont revêtus. Cette disposition est également applicable aux maréchaux ferrants de la gendarmerie".

L'alinéa 2 de cet article répète l'article 8 de l'arrêté du Régent du 30 août 1948 cité ci-dessus.

Rappeler que le droit à la pension des spécialistes est réglé par l'article 2, A, 3°, a, n'apporte rien de neuf au statut de ces militaires. Le droit à la pension est fixé non par le Roi, mais par la loi elle-même. Dès lors, le droit à la pension des spécialistes doit nécessairement rentrer dans l'un des cas visés à l'article 2, A, 3°, des lois sur les pensions militaires; s'il n'est pas prévu au 3°, b, de cet article, il doit être réglé par le 3°, a.

.../...

Il était, par conséquent, inutile de le rappeler. Par contre, en fixant comme limite minimum l'âge de 56 ans, l'article 9 de l'arrêté royal du 14 juillet 1951, tout comme l'article 8 de l'arrêté du Régent du 30 août 1948, apportait à la loi une précision dont la légalité était discutable; la loi, en effet, ne fixe, en son article 2, A, 3°, a, sauf en ce qui concerne les aviateurs, aucune limite d'âge.

Tenant compte de cette inutilité et du caractère discutable de la limite d'âge, l'arrêté royal du 20 août 1952, qui fixa le nouveau statut des spécialistes militaires, ne reprit pas de disposition similaire. Il abrogea l'arrêté du Régent du 30 août 1948 ainsi que l'article 9 de l'arrêté royal du 14 juillet 1951.

En ce qui concerne la pension, l'arrêté royal du 20 août 1952 ne contient qu'une disposition, celle de l'article 8, qui exécute l'article 3 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Le projet a comme objet de compléter cet article 8 par un alinéa rédigé comme suit :

"Ces spécialistes, à l'exclusion toutefois de ceux visés à l'article 11 du présent arrêté, ont droit à la pension de retraite pour ancienneté de service aux conditions fixées par l'article 2, A, 3°, a, des lois coordonnées sur les pensions militaires".

.../...

Suivant la lettre du Ministre de la Défense nationale qui accompagne le projet :

"Une telle précision a été jugée nécessaire par la Cour des comptes. Ce haut collège refuse le visa à l'octroi de pensions de spécialistes militaires, pensionnés depuis le 31 août 1952, en application des dispositions de l'article 2, A, 3°, a, des lois coordonnées sur les pensions militaires".

Cependant, le projet n'est pas plus utile que l'article 8 de l'arrêté du Régent du 30 août 1948 et l'article 9 de l'arrêté royal du 14 juillet 1951, qu'il reprend. Dès lors que le spécialiste militaire n'est pas compris dans les catégories des bénéficiaires de l'article 2, A, 3°, b, des lois sur les pensions militaires, il est nécessairement soumis à l'application de l'article 2, A, 3°, a, pour ce qui concerne son droit à la pension militaire.

Les pensions de spécialistes militaires, octroyées en application de cette dernière disposition, ont donc une base légale.

Il n'y a pas lieu dans ces conditions de rappeler dans un arrêté royal que l'article 2, A, 3°, a, s'applique à ces spécialistes.

.../...

Si, pour des raisons d'opportunité, le Gouvernement entendait néanmoins compléter l'article 8 de l'arrêté royal du 20 août 1952 par la disposition du projet, l'arrêté devrait être pris sur la proposition conjointe du Ministre de la Défense nationale et du Ministre des Finances, l'administration des pensions militaires étant actuellement de la compétence de ce dernier.

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1952 houdende het statuut van de militaire specialisten bepaalt :

"Artikel 8.-

De bij dit besluit bedoelde militaire specialisten worden op rustpensioen gesteld op het einde van het trimester tijdens hetwelk zij de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt".

Dit artikel is vastgesteld ter uitvoering van artikel 3, B, van de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1923 en gewijzigd bij de wet van 13 juli 1934, krachtens hetwelk de Koning lagere militairen die een bepaalde grensleeftijd hebben bereikt, op pensioen kan stellen.

Geen enkele bepaling van het koninklijk besluit van 20 augustus 1952 heeft betrekking op de uitvoering van artikel 2 van de wetten op de militaire pensioenen, dat handelt over het recht op militair pensioen.

Het besluit van de Regent van 30 augustus 1948 houdende vaststelling van het statuut der militaire specialisten, opgeheven door het nieuwe statuut van 20 augustus 1952, bevatte nochtans in dit verband deze bepaling :

.../...

"Artikel 8.-

De militaire specialisten kunnen op de leeftijd van 56 jaar aanspraak maken op het rustpensioen, hetzij bij toepassing van de bepalingen van artikel 2, 3°, a , hetzij,desvoorkomend, bij toepassing van artikel 2, 4°, der samengeordende wetten op de militaire pensioenen".

Het koninklijk besluit van 14 juli 1951 tot bepaling van de graden waarmede de militaire muzikanten van het eerste gidsenregiment en de militaire werklieden en ambachtslieden worden gelijkgesteld voor de regeling van hun militair pensioen, bepaalt van zijn kant welke categorieën van militairen in aanmerking komen voor de toepassing van artikel 2, A, 3°, b ,van de wetten op de militaire pensioenen, en met welke graden zij voor hun pensioen kunnen worden gelijkgesteld.

In de categorieën welke artikel 1 van dat besluit opgeeft,komen als militaire specialisten alleen voor de "specialisten van het oude stelsel",zoals de tekst ze heet; hieruit volgt dat artikel 2, A, 3°, b, van de wetten op de militaire pensioenen geen toepassing vindt op militaire specialisten.

Genoemd besluit van 14 juli 1951 bepaalt nochtans te hunnen opzichte :

.../...

"Artikel 9.-

Dit besluit is niet toepasselijk op de militaire specialisten die, bij toepassing van het besluit van de Regent van 30 augustus 1948, zijn aangeworven en niet tot een kader van specialisten van het oude stelsel hebben behoord.

Zij bekomen op de leeftijd van 56 jaar hun anciënniteitspensioen hetzij bij toepassing van artikel 2, A, 3°, a , hetzij bij toepassing van artikel 2, A, 4°, van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

Hoeveel jaren dienst zij ook hebben, hun mag geen lager pensioen toegekend worden dan het pensioen dat overeenstemt met de graad waarmede zij bekleed zijn. Deze bepaling is ook van toepassing op de hoefsmeden van de Rijkswacht".

Het tweede lid van dit artikel herhaalt artikel 8 van het hiervoren vermeld besluit van de Regent van 30 augustus 1948.

Waar het ontwerp in herinnering brengt dat het recht op pensioen van de specialisten geregeld is bij artikel 2, A, 3°, a , brengt het niets nieuws in het statuut van die militairen. Het recht op pensioen wordt niet door de Koning, maar door de wet zelf bepaald. Het recht van de specialisten op pensioen moet dus noodzakelijk geregeld zijn in een van de gevallen

.../...

bedoeld in artikel 2, A, 3°, van de wetten op de militaire pensioenen; is het dit niet in 3°, b , van dit artikel, dan moet het geregeld zijn in 3°, a .

Het was dus onnodig daaraan te herinneren. Daarentegen,waar artikel 9 van het koninklijk besluit van 14 juli 1951 de minimumleeftijd op 56 jaar stelde, heeft het, zoals ook artikel 8 van het besluit van de Regent van 30 augustus 1948, aan de wet een nadere bepaling toegevoegd waarvan de wettigheid betwistbaar was; de wet stelt immers in artikel 2, A, 3°, a , geen enkele grensleeftijd, behalve dan voor vliegers.

Gelet op die overbodigheid en op het betwistbaar karakter van de grensleeftijd, heeft het koninklijk besluit van 20 augustus 1952,houdende vaststelling van het nieuw statuut der militaire specialisten, geen soortgelijke bepaling meer opgenomen. Het heeft het besluit van de Regent van 30 augustus 1948 en artikel 9 van het koninklijk besluit van 14 juli 1951 opgeheven.

In verband met het pensioen,bevat het koninklijk besluit van 20 augustus 1952 maar één bepaling, die van artikel 8, dat de uitvoering is van artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen.

Het ontwerp heeft tot doel aan dit artikel een alinea toe te voegen, die luidt als volgt :

"Deze specialisten, met uitzondering nochtans van deze voorzien bij artikel 11 van het onderhavig besluit, hebben recht op een rustpensioen wegens dienst-

.../...

ouderdom in de voorwaarden voorzien bij artikel 2, A, 3°, a , der samengeordende wetten op de militaire pensioenen".

Volgens de brief waarmee de Minister van Landsverdediging het ontwerp aan de Raad van State heeft voorgelegd,heeft het Rekenhof zulke nadere bepaling nodig geacht. Het Hof weigert zijn visum voor het toekennen van pensioenen aan militaire specialisten die sedert 31 augustus 1952 gepensioneerd zijn bij toepassing van het bepaalde in artikel 2, A, 3°, a , van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen.

Het ontwerp is echter niet dienstiger dan artikel 8 van het besluit van de Regent van 30 augustus 1948 en artikel 9 van het koninklijk besluit van 14 juli 1951, welke het overneemt. Kan de militaire specialist niet worden gerekend tot de categorieën van militairen die voor artikel 2, A, 3°, b , van de wetten op de militaire pensioenen in aanmerking komen, dan valt hij ter zake van zijn recht op militair pensioen noodzakerlijkerwijs onder toepassing van artikel 2, A, 3°, a .

Pensioenen van militaire specialisten die op grond van deze laatste bepaling worden toegekend, hebben dus rechtsgrond.

Het is dus niet nodig in een koninklijk besluit eraan te herinneren dat artikel 2, A, 3°, a , op die specialisten toepasselijk is.

.../...

Mocht de Regering echter om opportuniteitsredenen artikel 8 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1952 met de bepaling van het ontwerp wensen aan te vullen, dan zou het besluit moeten worden vastgesteld op de voordracht én van de Minister van Landsverdediging én van de Minister van Financiën, onder wie nu immers het bestuur der militaire pensioenen ressorteert.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.